

*Les subsides**[Traduction]*

La responsabilité fiscale est une vertu. Nous sommes d'accord là-dessus. Ce n'est pas un vice. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) semble s'être transformé en ministre des Finances cet après-midi pour nous dire que nous devons maîtriser le déficit, ce dont nous convenons tous d'ailleurs. Là où nous ne sommes pas d'accord, nous de l'opposition et beaucoup d'autres, non seulement les 40 députés libéraux et les 30 néo-démocrates, mais des milliers et des milliers de gens, c'est lorsque le gouvernement demande aux plus démunis de contribuer à abaisser le déficit. Ce n'est pas correct. Nous n'en avons pas contre l'objectif, le but visé, mais bien contre le moyen, la façon de l'atteindre et cela, d'autant plus que le gouvernement vient de faire un cadeau de deux milliards et demi de dollars aux multinationales pétrolières par le biais de l'Accord de l'Ouest. Comment le gouvernement peut-il à la fois faire cela et demander aux gens qui arrivent à peine à joindre les deux bouts d'aider les riches et de contribuer à réduire le déficit?

[Français]

Quand on fait un cadeau à un petit nombre de personnes au Canada, les statistiques démontrent que 4 p. 100 des Canadiens seulement touchent environ 75 p. 100 du gain en capital qui se fait dans une année au Canada. Quand on leur donne un congé d'impôt sur le gain en capital, sans leur demander de remplir aucune condition, sans les obliger à ce que cet impôt qu'ils sauveront soit investi pour créer des emplois, sans leur demander en aucune façon de pouvoir démontrer que ce paradis fiscal servira aux meilleurs intérêts du pays, eh bien moi je dis que lorsqu'on fait cela, on ne peut pas en même temps demander aux gens qui sont les plus démunis de contribuer.

Et pourtant, le parti progressiste conservateur le sait très bien. Au cours des dernières élections... j'ai un document entre les mains qui provient du parti progressiste conservateur et qui donne le résumé... c'est un communiqué de presse à l'issue d'une réunion du caucus conservateur tenue le 26 juillet 1984 à Sherbrooke... Non seulement faisait-on la promesse de rétablir la pleine indexation au coût de la vie des pensions de vieillesse, à partir de janvier 1985; non seulement cela, mais en première page, je citerai un paragraphe qui démontre clairement que le parti progressiste conservateur comprenait ceux dans notre société qui ont le plus de difficulté. Et je cite seulement trois lignes: «Les statistiques récentes nous démontrent que plus de 60 p. 100 des femmes et plus de 40 p. 100 des hommes seuls de 65 ans ou plus ont un revenu inférieur au seuil de la pauvreté.»

C'est en pleine connaissance de cause que le parti progressiste conservateur a décidé de s'attaquer à ceux dans notre société qui ont le moins les moyens de se défendre. Et c'est un geste qui en soi est lâche et mal avisé.

[Traduction]

On avait notamment promis que ce budget allait être dur et juste. Voilà au moins une promesse qui a été tenue, mais elle l'a été de travers. Le budget est dur pour les pauvres et juste pour les riches. C'est une chose que nous jugeons inacceptable de ce côté-ci de la Chambre. Nous ne l'accepterons pas et nous allons nous y opposer longtemps. Le gouvernement finira par se rendre compte que nous ne sommes pas les seuls à lutter contre ce budget. Nous nous faisons, sur le parquet de la Chambre des communes, l'écho de ce qui se dit dans les rues

de nos villes et villages. Le gouvernement actuel n'a pas tenu compte des difficultés de nos personnes âgées.

Le gouvernement demande un sacrifice que nos aînés n'ont pas les moyens de faire. Voilà le problème auquel les conservateurs devront faire face. Je suis heureux de voir que le ministre des Finances (M. Wilson) a commencé à faire preuve de souplesse. Je me réjouis de l'entendre dire qu'il pourrait faire quelque chose si les conditions financières s'améliorent. Il serait bien avisé de le faire, car il n'a aucune idée pour le moment de l'ampleur que ce mouvement de protestation pourrait prendre dans tout le pays.

Nous ne voulons pas effrayer les personnes âgées. Nous ne faisons qu'exposer ici, de leur part, le message qu'elles nous ont adressé. Ce n'est pas uniquement à nous qu'elles adressent ce message, mais aussi aux députés conservateurs. Elles l'adressent probablement aussi à l'unique député indépendant que nous comptons à la Chambre.

Permettez-moi de vous dire ce qui se passe dans les rangs des conservateurs. J'ai lu en manchette dans les journaux de ce matin que les députés conservateurs d'arrière-ban s'opposaient au cabinet au chapitre des pensions. Je me permettrai de citer un député très respecté du parti conservateur, l'ancien ministre de la Défense nationale, le député de Victoria (M. McKinnon). Il aurait déclaré que les personnes âgées «n'apprécient pas» la désindexation partielle et qu'il aimerait bien connaître celles qui, au dire du ministre des Finances, «n'y voient pas d'inconvénient ou semblent l'approuver». Il ajoute qu'il ne fallait pas prendre les personnes âgées pour des imbéciles et qu'elles savent très bien que, si l'inflation est de 4 p. 100 par exemple, les prestations de la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti accordé aux pensionnés les plus démunis n'augmenteront pas de 4 p. 100. Il a également ajouté que le gouvernement ne lui avait pas prouvé qu'il s'imposait d'économiser dans ce domaine, et il a renchéri:

● (1750)

J'ai un parti pris à ce sujet, mais je me réjouis du fait qu'il nous reste encore quelques mois pour revenir à la raison.

Je pense que c'est juste et que, compte tenu de l'ouverture d'esprit manifestée par le ministre des Finances, il se pourrait que le gouvernement revienne à la raison. Le député de Victoria n'est pas le seul à avoir abordé la question sans embages. Un député très différent, en ce sens qu'il est nouvellement venu parmi nous et qu'il ne bénéficie pas de l'expérience du député de Victoria, le député de York-Est (M. Redway), a déclaré ceci:

Mon bureau de circonscription a reçu plus d'appels de personnes âgées à ce sujet qu'il n'en avait reçu pour quelque autre question... depuis que je suis député.

C'est suffisamment clair. Je comprends la situation des députés gouvernementaux. Je l'ai vécu pendant des années. Je sais qu'il n'est pas facile de critiquer le gouvernement. J'en suis conscient. Mais, pour l'amour de Dieu, ne pourraient-ils pas en parler lors des réunions du caucus conservateur? Dans ce genre de réunion, tout peut être dit, les députés peuvent faire valoir leur point de vue. Ils peuvent réclamer au ministre des Finances des mesures au sujet des plaintes qu'ils reçoivent des pensionnés de leur circonscription. Je suis heureux de voir que quelques conservateurs ont eu le courage de faire ces remarques en public. Peut-être se rendent-ils compte que les discussions à huis-clos ne suffisent pas. Pour nos personnes âgées, je